

Première réunion du Conseil exécutif

Apia, Samoa
10-11 septembre 2018

PROE/EB 01/DT.10.3.2
Page 1

POINT 10.3.2 DE L'ORDRE DU JOUR : Plan d'action contre les déchets marins du Pacifique

Objet :

1. Obtenir l'approbation du Plan d'action pour la lutte contre les déchets marins du Pacifique, 2018/2025.

Contexte :

2. Les membres du PROE ont approuvé un cadre général, le Plan stratégique 2017/2026 en 2016 pour traiter de la problématique des déchets et de la pollution dans la mise en œuvre de la Stratégie de gestion intégrée en la matière de 2016-2025 (Cleaner Pacific 2025) ainsi que du Programme de prévention de la pollution des océans du Pacifique (PACPOL) 2015/2020. La problématique des océans, en particulier la pollution marine causée par les plastiques, apparaît comme un domaine prioritaire à l'échelle mondiale et a débouché sur de nombreuses initiatives nationales. Le Plan d'action contre les déchets marins du Pacifique (Att.1.) vise à intégrer les meilleures pratiques de gestion des déchets dans la conservation des océans en mettant l'accent sur l'économie circulaire, notamment en ajoutant Refuse (Refuser) et Return (Retourner) aux 3R traditionnels : Réduire, Réutiliser et Recycler.
3. Le Plan d'action sur les déchets marins du Pacifique traite des priorités en matière de plastique pour la région, principalement les sources clés suivantes de déchets marins :
 - Les contenants de nourriture et de boissons à emporter ;
 - Les produits de consommation en fin de vie et le conditionnement ;
 - Les déchets en général ;
 - L'exploitation halieutique ;
 - Les navires de croisière ;
 - Les entreprises touristiques en bord de mer ;
 - Les déchets provenant de catastrophes ; et
 - Les déchets transfrontaliers.
4. Le Plan d'action s'attaque aux sources de déchets marins en :
 - s'appuyant sur les cadres politiques et réglementaires existants ;
 - favorisant des mesures plus efficaces et une application plus stricte de la loi, p. ex. pour la pêche et la navigation en général ;
 - recommandant des cadres politiques et réglementaires nationaux, par exemple pour les contenants de produits alimentaires et de boissons à emporter ;
 - s'adaptant au contexte à mesure que les travaux de recherche définiront mieux les enjeux majeurs ;
 - augmentant les ressources destinées aux collectivités et à l'industrie touristique, en sensibilisant davantage la population et en stimulant un comportement conscient quant aux déchets, notamment par le biais d'investissements considérables dans le nettoyage communautaire des côtes ;
 - investissant dans des infrastructures clés, en particulier l'interception des déchets aquatiques en milieu urbain.

5. Le plan d'action traduit le leadership dans le Pacifique en mesures concrètes grâce aux activités suivantes

Réglementation et législation	Réglementation de la production, de l'approvisionnement et de l'importation de marchandises conditionnées. Lois contre le déversement sauvage des déchets, et dans les cours d'eau. Réglementation sur les déchets industriels, notamment les équipements perdus ou abandonnés ou rejetés en mer (ALDFG) par les navires de pêche. Interdiction des emballages non durables.
Recherche et idées innovantes.	Enquêtes publiques sur les déchets et les comportements de consommation. Suivi régulier de l'état de l'environnement. Recherche de débris par identification. Quantification des densités de macro et micro débris par le biais, par exemple, d'enquêtes sur les plages. Modélisation des voies de dispersion lointaine des débris marins. Identification des sources potentielles futures. Impact sur la vie marine de l'ingestion de plastique.
Mise en œuvre de la gestion des déchets.	Sécurisation des décharges et assainissement des décharges à ciel ouvert. Organisation de la collecte des déchets dans les zones reculées. Recyclage. Nettoyage fréquent des rues. Nettoyage en masse organisé. Poubelles publiques et infrastructures consacrées aux déchets. Gestion des déchets portuaires.
Mise en réseau et renforcement des capacités.	Établissement de liens entre les OG, les OGI et les ONG. Constitution d'équipes de gestion des déchets marins par le biais de centres locaux, nationaux et régionaux. Échanges de connaissances et identification des bonnes pratiques.
Formation et sensibilisation.	Intégration de la gestion des déchets et de la sensibilisation à la pollution plastique dans les programmes scolaires. Promouvoir des moyens d'existence durables et changer les mentalités en passant de la surconsommation et du gaspillage à une vie plus respectueuse de l'environnement. Campagnes de sensibilisation et de vulgarisation. Nettoyage organisé servant d'outils d'enseignement. Mobilisation des communautés par le biais d'ateliers et d'autres activités de sensibilisation. Inciter les églises à contribuer à l'éducation environnementale.

6. Le soutien au Programme de lutte contre les déchets marins du Pacifique reposera sur les projets et programmes en cours, en préparation et proposés, y compris ceux qui sont mis en évidence dans le DT 7.3.1 :
- J-PRISM II -Projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides dans les Îles du Pacifique ;
 - FED II – PacWaste Plus ;
 - AFD – Projet de gestion des déchets ;
 - CEFAS – projet sur les débris marins ;
 - IMO – le projet sur les déchets marins liés au transport maritime ; et
 - FME 7 - Programmes Islands et Blue Pacific Islands-to-Islands.
7. Le calendrier du plan d'action contre les déchets marins du Pacifique est aligné sur celui de Cleaner Pacific 2025, ce qui permettra un suivi en 2020 et 2025.

Recommandations :

8. Le Conseil exécutif est invité à :

➤ **approuver** le *Plan d'action contre les déchets marins du Pacifique*.